

Sommaire

- 2 Le mot du Secrétaire Général
- 2 Trois questions à ... Denis Peeters, Président de la Fédération de Paris
- 3 Les hypocrites, les menteurs et les cyniques 3. LR, assurance-vie de Macron
- 4 Actualités Fédérations : la galette de rois au CNIP

Suivez-nous sur Twitter

Une sélection de comptes Twitter auxquels s'abonner pour suivre l'actualité politique et médiatique du CNIP et de ses cadres :

- ▶ **Le CNIP:** @CNIP_FR
- ▶ **Le président**
Bruno North: @BrunoNorthCNIP
- ▶ **Le délégué général aux études**
Jean-Paul Tisserand: @JP_Tisserand
- ▶ **Le vice-président**
Thierry Gourlot: @TGourlot
- ▶ **ou encore**
Gilles-William Goldnadel: @GWGoldnadel
- Clément Galante:** @Galanteclement



Retraites : l'impossible et malvenue réforme.

Par **Bruno North**,
Président du Centre National des Indépendants et Paysans.

Depuis 1993 et le plan Balladur, c'est au rythme moyen d'une réforme tous les quatre ans que les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, se sont attelés au problème de la pérennité du système français des retraites par répartition ; le quinquennat écoulé faisant figure d'exception, puisque le Président de la République et ses deux Premiers ministres avaient renoncé entre 2017 et 2022 à mettre en œuvre le très hasardeux projet de réforme systémique de retraite à points promis par Emmanuel Macron pendant sa campagne et confié au piteux Jean-Paul Delevoye - ancien sénateur UMP après avoir été un influent élu du RPR dont il brigua sans succès mais non sans le soutien de Jacques Chirac, la présidence en 1999.

Cette fois, l'exécutif entend bien aller jusqu'au bout, poussé par sa majorité et puissamment incité à le faire par Bruxelles. Les derniers arbitrages de l'Elysée et de Matignon ayant été rendus en début d'année, le projet de loi portant l'âge de la retraite à 64 ans et entamant (avec une grande prudence et une forte frilosité puisque les effets n'en seront sensibles que dans deux décennies) la suppression des régimes spéciaux a été présenté en Conseil des ministres dans le cadre d'une nouvelle loi rectificative des Finances le 23 janvier dernier. Sans que l'on sache, au moment où j'écris ces lignes, si seront utilisés soit l'article 47.1 de la Constitution qui limite la durée de discussion au Parlement, soit le onzième 49.3 de cette pourtant jeune mandature, ou si l'exécutif, ayant reçu les assurances en forme de béquilles du nouveau Président LR Eric Ciotti et de celui de leur groupe à l'Assemblée Nationale, Olivier Marleix, laissera pour une fois les travaux aller jusqu'à leur terme démocratique. Au vrai, la seule question - au-delà de celles du caractère juste ou injuste du projet et de l'opportunité d'ouvrir un tel débat au moment où le Pays est confronté à des crises aussi violentes que celles de l'énergie, des pénuries, de l'inflation galopante et de l'insécurité croissante - que doivent se poser les femmes et les hommes de cette droite libérale, mais aussi sociale qui est la nôtre, est de savoir si cette réforme est vraiment nécessaire.

En l'état, c'est à dire à situation économique, financière et sociologique constante de la France, la réponse est oui. Le statu quo, alors que l'on vit plus longtemps, que l'on entre de plus en plus tardivement dans le monde du travail, que notre démographie est ce qu'elle est, et que le nombre des actifs baisse, serait intenable et entraînerait à terme la ruine du système et l'érosion du montant réel des pensions.

Mais si, en revanche, nous voulons bien nous situer dans l'hypothèse que nous sommes nombreux désormais à croire réaliste, à court ou moyen terme, d'un Etat en voie de reconstruction après la victoire possiblement prochaine de notre camp, où seront ouverts les grands chantiers de la lutte contre la dette, de la réduction des dépenses hors ministères régaliens, de la chasse aux fraudes fiscales et sociales, de la relance de la compétitivité de nos entreprises par la décrue des charges, de l'immense champ d'économies par une décroissance majeure des flux migratoires et d'une politique démographique, familiale et nataliste ambitieuse, alors cette réforme n'a plus de sens. C'est dans cette perspective que nous devons nous situer et seulement dans celle-là. Ce qui devrait exclure dans les rangs de la droite toute tentation de ralliement (les élus LR sont, au demeurant, beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit à refuser de voter cette loi) ou de complaisance à l'égard de la macronie. Gagnons les prochaines échéances nationales avec toutes les forces de cette droite de conviction et il ne sera plus question alors de réforme récurrente des retraites (si celle qui nous occupe aujourd'hui devait être adoptée, une autre suivrait inévitablement dans les années qui viennent) sinon pour permettre l'introduction utile et juste, au côté et en surplus du système actuel, de la capitalisation.

En attendant, les Français, entre grèves, blocages, manifs, coupures, prises d'otages par les syndicats rouges, pression des partis d'extrême gauche, vont vivre des mois difficiles. Ils en ont malheureusement pris l'habitude.

Bruno North, *Président du CNIP*

Le mot du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Au seuil de cette nouvelle année, je souhaite tout d'abord vous présenter, Chers Adhérents et Sympathisants, tous mes vœux de santé, de bonheur, de joie et de réussite pour vous-mêmes, pour vos familles ainsi que tous ceux qui vous sont chers. Je souhaite également tous mes vœux à notre cher mouvement politique, vœux de prospérité et de développement, de persuasion et de conviction auprès des électeurs.

Cette année 2023 a débuté pour le CNIP dès le 4 janvier, par les vœux communs croisés des présidents de « l'Alliance des Conservateurs », symbole de nos volontés d'agir et de mener des actions conjointes à travers la France. Toutes les fédérations ou délégations de nos trois partis politiques, sont appelées à s'associer, autant que faire ce peu, à l'occasion de leurs réunions ou de leurs opérations de terrain.

Unis, nous sommes plus forts et surtout plus audibles !

Cette année 2023 est également l'année des élections sénatoriales qui se dérouleront en septembre prochain afin de renouveler la moitié des membres du Sénat (178 sièges).

Certes, ces élections sont au scrutin indirect, mais elles sont principalement le reflet du ressenti politique de nos territoires ruraux : nous ne pouvons pas les négliger, elles font partie de « l'ADN » du CNIP !

En ce qui concerne le siège de notre mouvement, nous continuons sa restructuration et dans les semaines à venir, chaque fédération ou délégation pourra bénéficier de nouveaux supports de communication et de diffusion tant électroniques que sur papier.

N'hésitez pas à nous solliciter, nous vous répondrons et remémorez-vous que la communication, c'est à double sens... envoyez-nous les photos de vos réunions et actions sur le terrain, accompagnées d'un texte les présentant et les commentant : cette lettre est surtout la vôtre !

Alors à toutes et tous, par vos engagements respectifs, que 2023 soit l'année du CNIP !

Jean-Thierry GUILLERÉ-DELANGRE

3 questions à Denis Peeters

Président de la Fédération de Paris



Denis Peeters, qui êtes-vous ?

Originaire d'une famille parisienne mais né dans les vignes chablisiennes il y a un demi-siècle, je suis heureux père de famille avec deux garçons, installé à Paris depuis près de trente ans. Juriste en droit public, je dirige un service au sein d'une administration publique liée à

la Vie Etudiante. Tombé dans la marmite de la passion politique dès mon plus jeune âge, après une parenthèse de plusieurs années, j'ai décidé de me réengager activement face au danger imminent de mort qui attend la France et les nations européennes.

Pourquoi avoir rejoint le CNIP ?

Ce nouvel engagement est né du constat simple que sans une union concrète des droites, nos concitoyens resteront orphelins de tout espoir de prise du pouvoir. L'histoire extraordinaire de ce mouvement, l'esprit constructif, la droiture de ses valeurs sociales, économiques et culturelles correspondent pleinement à ce qu'attendent les Français silencieux et abstentionnistes. J'y ai rencontré en un an des hommes et femmes de tous horizons politiques, même de l'ancienne gauche mitterrandienne ! C'est un mouvement atypique très attachant, qui, par la volonté de

son Président, est en pleine refondation. Ce sont pour toutes ces raisons que je m'engage pour le CNIP et la défense de son programme traditionnel et en même temps innovant.

Comment abordez-vous vos fonctions à la Fédération CNIP de Paris ?

La confiance que m'accorde notre Président et son Bureau Politique est un honneur et une responsabilité. J'inscris ma mission dans l'action militante et l'audace. Il s'agit de ressortir du bois pour occuper de nouveau le terrain, surtout à Paris ! La base de toute action politique demeure le militantisme qui, avec les réseaux sociaux, a complètement disparu. Je souhaite faire l'inverse : coller, tracter, échanger sur les marchés parisiens et faire adhérer pour mettre en place un maillage complet. A savoir que cette toile à tisser doit être géographique par secteur d'arrondissement et être associative par les réseaux économiques, sportifs, culturels et culturels. Enfin, je souhaite prendre contact avec tous nos potentiels alliés à droite. Sans union, à Paris, nous ne reprendrons pas la Ville. Nous vivons un moment particulièrement opportun pour démontrer que le CNIP a cet atout d'être historiquement « la Maison Commune de la Droite ». A Paris plus qu'ailleurs, c'est un impératif pour faire tomber cette criminelle majorité écolo-socialiste en 2026.

Interview réalisé par Arnaud Stephan

Les hypocrites, les menteurs et les cyniques.

3. LR, assurance-vie de Macron



Il n'est pas démontré que les militants du parti Les Républicains qui ont porté Éric Ciotti à sa tête apprécient que sa première décision, en tant que

président, soit de soutenir, sans conditions, la prétendue réforme des retraites présentée par Macron et Borne. Ils ne devraient cependant pas en être étonnés, M. Ciotti ne s'étant jamais vraiment opposé durant toute la précédente législature aux initiatives macroniennes. Il fut même un soutien assidu aux atteintes inédites aux libertés individuelles infligées à la population sous prétexte de virus chinois. Tout dernièrement, alors que la présente législature préside au gouvernement minoritaire de Mme Borne, il ne s'est pas davantage prononcé contre l'initiative baroque de la présidente du groupe Renaissance, de graver dans la loi fondamentale, un droit à l'avortement que personne n'a jamais contesté.

Ces faits sont la démonstration que, pour des raisons démographiques et économiques, le président du Medef, Geoffroy de Bézieux, ne s'en cache d'ailleurs pas, l'immigration est une politique délibérée à laquelle il ne sera mis fin que par le départ de dirigeants comme Emmanuel Macron ou Ursula von der Leyen. On pourra toujours suggérer tel ou tel réforme ou texte, il ne servira rigoureusement à rien. Dernière preuve, les quelque 750 millions d'euros accordés par l'État aux associations pro-migrants sous différentes formes, sans compter les subventions à des organisations comme SOS Méditerranée par la totalité des collectivités locales de gauche et d'extrême-gauche.

Pourtant, sans l'appui de Ciotti et de son parti, la pseudo-réforme des retraites n'a aucune chance d'être votée. En revanche, ce soutien suffirait à imposer à ce gouvernement minoritaire, une vraie réforme qui garantirait des pensions décentes aux plus âgés tout en maîtrisant le tonneau des Danaïdes de la dépense publique. M. Ciotti tient les clefs du camion mais il ne le sait pas. On peut lui suggérer de lire son excellent voisin de région, le maire de Cannes, David Lisnard, dans Le Figaro du 5 janvier 2023: <https://www.lefigaro.fr/vox/economie/david-lisnard-la-capitalisation-pour-en-finir-avec-le-sado-reformisme-des-retraites-20230104>.

Soucieux de laisser dans l'histoire une trace autre que celle d'avoir séquestré les Français et de les avoir empêchés de vivre et de travailler deux ans durant ou de ne présider qu'un pays en permanence soumis à des convulsions incessantes, Macron est dos au mur et veut à tout prix sa réforme des retraites. Qu'à cela ne tienne !

M. Ciotti mais aussi Olivier Marleix, président du groupe LR à l'Assemblée Nationale, ont les moyens de lui mettre le marché en main : « le groupe LR votera la réforme à trois conditions : reporter l'âge de départ à 65 ans ; les 17 milliards d'euros économisés chaque année iront exclusivement à la revalorisation des retraites les plus modestes et à la baisse des cotisations ; la répartition seule ne suffira pas, étant donné la démographie.

Il faut donc réactiver la loi Jean-Pierre Thomas instaurant les fonds de pension mais jamais appliquée ». LR devrait même se payer le luxe d'obtenir le soutien de l'ensemble du spectre syndical et patronal, Nupes comprise, en exigeant de graver dans le texte de loi l'inviolabilité et l'indépendance des régimes de retraite complémentaire Agirc-Arrco. C'est, en effet, la seule façon de pérenniser ces systèmes remarquablement gérés par les partenaires sociaux et sur les excédents desquels le gouvernement ne se cache pas de vouloir faire main basse pour combler les trous qu'il a creusés.

Ce faisant, LR aurait accompli son travail d'opposant responsable et efficace. À un point tel que M. Ciotti ne soupçonne même pas : car l'instauration de fonds de pension est, simultanément, la seule façon de mettre un frein à la désindustrialisation de la France qui a vu partir, essentiellement vers les États-Unis, des pans entiers de l'économie nationale faute de capitaux français.

Hélas, à l'inverse, LR se complaît depuis six ans dans le rôle de roue de secours du macronisme qui, si par malheur, le texte de Mme Borne est adopté, se verra consolidé alors que cette énième loi ne réglera rien et qu'il faudra à nouveau remettre l'ouvrage sur le métier aussitôt que Macron et sa clique auront quitté le pouvoir. M. Ciotti croit peut-être que ce sera à son profit et à celui de son parti.

Comme qui dirait, il a le droit d'y croire. Il est plutôt en train d'enfoncer le dernier clou sur le cercueil de LR.



Tarick Dali



Communication CNIP

La Galette des Rois au CNIP...

ACTUALITES FEDERATIONS - JANVIER 2023



à PARIS...

C'est non loin de la Place de l'Etoile que la Fédération de Paris a organisé sa Galette des Rois, le dimanche 22 janvier. Une réunion conviviale et familiale où militants et sympathi-

sants ont pu entendre le Président Bruno North et échanger avec les cadres nationaux et des autres fédérations franciliennes. Tous les présents ont félicité Denis Peeters, nouveau patron de la Fédération capitale, pour la qualité de son organisation.



... à Vieux-lès-Asfeld

La très active fédération des Ardennes a participé le 19 janvier dernier à la Paillote Ardennaise de Vieux-Les-Asfeld, aux vœux de Bruno North, Conseiller Régional du Grand Est, élu des Ardennes, Président du CNIP, pour les Maires ruraux et les Présidents d'Associations Patriotiques et d'Anciens Combattants.



et à Villeneuve-Loubet



La Fédération des Alpes Maritimes de notre Secrétaire Général délégué, James Rolland, tirera les Rois le vendredi 27 janvier à 17H30, salle Commodore, Port Marina à Villeneuve-Loubet. Contacts et inscriptions : Mme Odile Thomas, responsable communication et événementiel de fédération CNIP 06, odile.thomas253@gmail.com

**Réunions publiques, sessions formations
des cadres, dîners fédéraux,
manifestations...
l'actualité des fédérations,
des délégations et sections locales,
c'est ici !**

**Faites nous parvenir vos actualités
sur evenements@cnip.fr**

Adhérez au CNIP

**pour soutenir vos idées,
prendre
des responsabilités
et participer
aux décisions du parti.**

Le CNIP, la maison commune
de la Droite depuis 70 ans



CNIP
47 boulevard de Courcelles
75008 PARIS - www.cnip.fr

